Les Cahiers du CEDIMES
2026, Volume 21, numéro 3, https://doi.org/10.69611/cahiers21-3-10
ISSN 2110-6045

De l'excédent agricole à l'institution marchande spontanée : genèse, mécanismes et pérennité du marché du foin en bottes sur la Route Nationale n°1, tronçon Kokologho-Sakouinsé, Burkina Faso (1996-2026)

Ferdinand OUEDRAOGO [1*]

[1] Université Thomas Sankara, Ouagadougou, Burkina Faso, ouedraogo.ferdinand@yahoo.fr, ORCID : 0000-0002-1711-2055

[*] auteur correspondant

Résumé : En 1996, un concours de primation des meilleurs producteurs de foin organisé par le PDISAB (coopération bilatérale Burkina Faso-Pays-Bas) a paradoxalement engendré un problème économique : des stocks de foin supérieurs aux besoins des ménages producteurs, dont une partie a commencé à pourrir faute de débouché commercial. Cet article revient, trente ans plus tard, sur le dispositif institutionnel improvisé qui a résolu cette crise d'écoulement : recensement de terrain à moto dans les villages du Sanguié et du Boulkiemdé, information multicanale, puis relocalisation de l'offre le long de la Route Nationale n°1 (RN1), appuyée par une banderole-signal, une subvention de transport et une prime journalière incitative. Ce dispositif, qui a dû surmonter des résistances et des tentatives de boycott, a donné naissance à un marché spontané, actif et autonome. Mobilisant les cadres de l'économie institutionnelle, de l'économie de l'information et de la diffusion de l'innovation, l'article modélise le mécanisme par lequel cette intervention minimale a réduit les coûts de transaction et l'asymétrie spatiale de l'information entre producteurs ruraux et acheteurs urbains. Deux concepts originaux, le Coefficient de Pérennité Institutionnelle (CPI) et une modélisation logistique de l'adoption, rendent compte de la capacité d'auto-reproduction du marché après 2000, et de sa dynamique d'adoption. L'article documente aussi l'héritage académique de cette expérience, à l'origine de l'expertise de l'auteur en systèmes d'information sur les marchés, enseignée à l'Université Thomas Sankara, ainsi qu'une recommandation restée sans suite : la création d'une unité de transformation industrielle du foin en aliment de bétail conditionné.

Mots-clés : économie institutionnelle ; asymétrie d'information ; signalisation ; diffusion de l'innovation ; marché spontané ; pérennité institutionnelle ; Burkina Faso ; économie rurale ; foin ; Sahel.

Classification JEL : D82 ; O17

Abstract : In 1996, a hay-quality competition organised by the PDISAB (a Burkina Faso-Netherlands bilateral cooperation programme) paradoxically generated an economic problem: hay stocks far exceeding producer households' own needs, part of which began to rot for want of a commercial outlet. This article revisits, thirty years later, the improvised institutional arrangement that resolved this disposal crisis: a motorcycle-based field census across the villages of Sanguié and Boulkiemdé, multi-channel information dissemination, and the relocation of supply along the Kokologho-Sakouinsé section of National Road No. 1 (RN1), backed by a banner-signal, a transport subsidy and a daily incentive premium. This scheme, which first had to overcome resistance and boycott attempts, gave birth to a spontaneous market that remains fully active and autonomous today. Drawing on institutional economics, information economics and innovation-diffusion theory, the article models the mechanism through which this minimal intervention reduced transaction costs and the spatial information asymmetry between rural producers and urban buyers. Two original concepts, the Institutional Persistence Coefficient (IPC) and a logistic model of adoption, account for the market's capacity for self-

reproduction after the Project's closure in 2000, and for the temporal dynamics of its adoption. The article further documents the academic legacy of this founding experience, the origin of the author's expertise in market information systems, now taught at Université Thomas Sankara, as well as a policy recommendation that remains unimplemented: the creation of an industrial hay-processing unit for conditioned livestock feed.

Keywords: institutional economics; information asymmetry; signalling; innovation diffusion; spontaneous market; institutional persistence; Burkina Faso; rural economics; hay; Sahel.

JEL Classification: D82 ; O17

1. Introduction

Quiconque emprunte régulièrement la Route Nationale n°1 (RN1) entre Kokologho et Sakouinsé, dans la région du Centre-Ouest du Burkina Faso, aura remarqué un paysage marchand singulier : des bottes de foin soigneusement empilées, exposées sur de longues distances le long de la chaussée, vendues par des paysans qui interpellent les automobilistes de passage. Ce marché linéaire, qui fonctionne de manière continue depuis trente ans, présente toutes les caractéristiques d'une institution économique mature : des prix relativement stables, des règles tacites d'occupation de l'espace, une clientèle fidélisée et une offre renouvelée à chaque saison sèche. Pourtant, ce marché n'a fait l'objet d'aucune planification centralisée durable ni d'aucun encadrement institutionnel formel depuis la fin de l'intervention publique qui l'a fait naître.

Cet article se propose de documenter, d'analyser et de modéliser la genèse de ce marché, à partir du témoignage direct de l'auteur, alors stagiaire au sein du Programme de Développement Intégré dans le Sanguié et le Boulkiemdé (PDISAB) à compter de janvier 1995. Ce témoignage, restitué ici dans sa version la plus complète et la plus précise chronologiquement, constitue une source primaire rare : il rapporte, de l'intérieur, la manière dont un problème économique concret - l'écoulement d'un stock excédentaire de foin généré en 1996 par une politique incitative mal calibrée - a été résolu par un dispositif institutionnel progressivement élaboré, combinant recensement de terrain, information multicanale et signalisation marchande le long d'un axe routier à fort trafic.

L'intérêt scientifique de ce cas dépasse largement l'anecdote. Il illustre, à l'échelle d'un territoire rural sahélien, plusieurs mécanismes fondamentaux de la théorie économique : la formation endogène d'un déséquilibre de marché à la suite d'une incitation publique (le concours de primation) ; le rôle de l'asymétrie spatiale de l'information dans le blocage des échanges ; la fonction du signal comme réducteur de coût de transaction ; la dynamique de résistance puis d'adoption d'une innovation institutionnelle au sein d'une communauté paysanne ; et surtout - ce qui constitue l'apport le plus original de cette étude - la capacité d'un dispositif d'intervention à se muer en institution auto-reproductrice bien après le retrait de l'acteur qui l'a initié. Trente ans après sa création et vingt-cinq ans après la fermeture du Projet PDISAB (décembre 2000), le marché du foin de la RN1 continue de fonctionner sans subvention, sans supervision et sans financement extérieur.

Cette étude documente en outre deux prolongements de ce cas fondateur qui, sans en être le cœur, en éclairent la portée durable : d'une part, l'héritage académique de cette expérience de terrain, à l'origine de l'expertise que l'auteur a développée dans les domaines des systèmes d'information sur les marchés (SIM) et des bourses agricoles (BA), aujourd'hui enseignée à l'Université Thomas Sankara ; d'autre part, une opportunité de politique publique restée à ce jour inexploitée - la création d'une unité de transformation industrielle du foin de la zone de Kokologho-Sakouinsé en aliment de bétail conditionné, recommandée à plusieurs reprises par l'auteur sans qu'elle n'ait, pour l'heure, été concrétisée.

La question de recherche centrale de cet article peut être formulée ainsi : par quels mécanismes économiques une intervention publique minimale et temporaire a-t-elle pu engendrer une institution marchande durable et auto-entretenue, capable de survivre trente ans à l'extinction de son initiateur, et capable elle-même de surmonter les résistances qui ont initialement freiné son adoption ? Pour y

répondre, l'article mobilise conjointement l'économie institutionnelle (Coase, 1937 ; North, 1990 ; Williamson, 1985 ; Ostrom, 1990), l'économie de l'information (Akerlof, 1970 ; Stigler, 1961 ; Spence, 1973 ; Hayek, 1945), la littérature sur les marchés spontanés en contexte de développement (Geertz, 1978 ; McMillan, 2002 ; Fafchamps, 2004) et la théorie de la diffusion de l'innovation (Rogers, 1962), plus rarement mobilisée dans ce type d'étude de cas institutionnelle mais directement pertinente pour rendre compte des résistances initiales documentées en section 3.5.

L'article est structuré en neuf sections. La section 2 propose une revue de la littérature articulant économie institutionnelle, théorie de l'information, étude des marchés spontanés et théorie de la diffusion de l'innovation. La section 3 présente le contexte historique complet du Programme PDISAB et la genèse détaillée du dispositif, avant d'exposer la méthodologie de l'étude. La section 4 développe un cadre théorique original, formalisé par un système de neuf équations. La section 5 présente les résultats sous forme descriptive, chronologique et comparative. La section 6 discute les implications théoriques et pratiques des résultats, y compris l'héritage académique et l'opportunité industrielle inexploitée. La section 7 examine la portée et les limites de l'étude. La section 8 formule des recommandations de politique publique, avant que la section 9 ne conclue.

2. Revue de la littérature

2.1. Économie institutionnelle et création des marchés

La Nouvelle Économie Institutionnelle fournit le socle théorique le plus naturel pour analyser la genèse d'un marché. Depuis les travaux fondateurs de Coase (1937) sur la nature de la firme et les coûts de transaction, puis leur généralisation par Williamson (1985) à l'ensemble des arrangements contractuels, il est établi que l'existence même d'un échange marchand dépend moins de la seule complémentarité de l'offre et de la demande que de la capacité des parties à surmonter les coûts associés à la recherche d'un partenaire, à la négociation et à l'exécution du contrat. North (1990) élargit cette perspective en montrant que les institutions - entendues comme les règles du jeu d'une société, formelles et informelles - déterminent la structure des coûts de transaction et, partant, la performance économique. Le cas étudié ici illustre un processus de création institutionnelle ex nihilo, où un ensemble de règles tacites (lieu d'exposition, prix affiché, jours de vente) émerge à partir d'une impulsion extérieure ponctuelle, pour ensuite s'auto-entretenir indépendamment de cette impulsion initiale - un cas d'école de ce que Ostrom (1990) désigne comme l'auto-organisation des acteurs locaux autour de règles partagées, en dehors de toute intervention étatique continue.

2.2. Information, signalisation et coûts de recherche

La seconde clé de lecture mobilisée dans cet article est l'économie de l'information. Stigler (1961), dans son article fondateur sur l'économie de l'information, montre que la recherche d'un partenaire commercial est coûteuse et que ce coût de recherche, en présence d'une information imparfaite sur la localisation de l'offre et de la demande, peut suffire à empêcher un échange pourtant mutuellement avantageux. Akerlof (1970) prolonge cette intuition en montrant comment l'asymétrie d'information peut conduire à l'effondrement complet d'un marché. Spence (1973) apporte la pièce manquante : le signal, lorsqu'il est suffisamment coûteux à imiter et suffisamment visible, permet de restaurer la confiance et de réduire le coût de recherche de l'acheteur. C'est précisément ce rôle que joue, dans le cas étudié, la combinaison de l'affichage, des annonces radiophoniques et de la banderole portant la mention « ici vente de bottes de foin à 500 FCFA » : un ensemble de signaux peu coûteux à produire, mais hautement visibles pour la population rurale de la zone d'intervention comme pour le flux de véhicules empruntant quotidiennement la RN1.

Hayek (1945), dans son texte classique sur l'utilisation de la connaissance dans la société, rappelle que l'information économique pertinente est par nature dispersée entre une multitude d'acteurs, et que la fonction essentielle du marché est précisément d'agréger cette information dispersée via le mécanisme des prix. Le dispositif routier étudié ici peut être lu comme une solution

low-tech au problème hayékien de dispersion de l'information : en déplaçant physiquement l'offre vers l'axe de circulation de la demande, et en démultipliant les canaux d'information disponibles (affichage, radio nationale, radios communautaires, presse écrite, banderole), le dispositif court-circuite le besoin d'un système de prix sophistiqué ou d'intermédiaires commerciaux formels.

2.3. Marchés spontanés et bazars en contexte de développement

La littérature sur les « bazar economies » offre un troisième ancrage théorique pertinent. Geertz (1978), dans son étude classique du bazar marocain, montre que les marchés informels des économies en développement se caractérisent par une recherche intensive d'information compensant l'absence d'institutions formelles de certification et de contrat. McMillan (2002) élargit cette perspective dans une comparaison internationale des marchés spontanés, montrant que des dispositifs institutionnels minimalistes - normes de réputation, signalisation, points de rencontre fixes - suffisent souvent à faire émerger des marchés fonctionnels en l'absence d'un cadre juridique élaboré. Fafchamps (2004), spécifiquement pour l'Afrique subsaharienne, documente comment les réseaux personnels et la réputation se substituent aux contrats formels pour sécuriser les échanges ruraux. Granovetter (1985) souligne pour sa part l'encastrement social (« embeddedness ») de toute transaction économique, un aspect que confirme le cas étudié : c'est bien la mobilisation collective des paysans producteurs de foin, organisés en délégation reconnaissante après le succès du dispositif, qui atteste de l'appropriation sociale de l'innovation institutionnelle.

2.4. Diffusion de l'innovation et résistance au changement en milieu rural

Un quatrième corpus, plus rarement mobilisé dans les études de cas institutionnelles mais directement éclairant pour le cas de la RN1, est la théorie de la diffusion de l'innovation développée par Rogers (1962). Ce cadre montre que l'adoption d'une innovation - qu'elle soit technique ou institutionnelle - suit typiquement une trajectoire en forme de courbe logistique (courbe en S), caractérisée par une phase initiale de résistance portée par une minorité sceptique, suivie d'une phase de bascule une fois qu'un seuil critique de premiers adoptants (« early adopters ») est atteint, puis d'une phase d'adoption généralisée. Ce cadre éclaire directement les réticences et tentatives de boycott documentées en section 3.5 : loin d'être un accident de parcours, cette résistance initiale constitue une phase structurelle et prévisible de tout processus de diffusion d'innovation en milieu rural, que des mesures incitatives ciblées - ici, la subvention de transport et la prime journalière - peuvent contribuer à raccourcir sans pour autant la supprimer entièrement. Feder, Just et Zilberman (1985), dans leur revue de référence sur l'adoption des innovations agricoles dans les pays en développement, confirment empiriquement l'importance des dispositifs d'accompagnement financier temporaire pour accélérer le franchissement de cette phase critique.

2.5. Pérennité des interventions de développement après la fin du financement

Un pan important, quoique plus restreint, de la littérature en économie du développement s'est penché sur la question de la durabilité des interventions après le retrait du bailleur. De nombreuses études empiriques constatent un taux élevé de discontinuation des activités financées par un projet dès la fin du financement (voir notamment les travaux de synthèse sur la pérennité des projets de développement rural en Afrique de l'Ouest). Ce constat, largement documenté, fait de la longévité du marché du foin de la RN1 - actif sans discontinuité depuis 1996, soit vingt-cinq ans après la fermeture du PDISAB - un cas atypique qui mérite un examen théorique spécifique. C'est cette atypie qui motive l'introduction, dans la section 4 de cet article, d'un indicateur original : le Coefficient de Pérennité Institutionnelle (CPI), destiné à formaliser cette capacité d'auto-reproduction au-delà de la durée de vie du projet initiateur. Cette démarche s'inscrit dans le prolongement du cadre du Coefficient de Défi Économique (CDE) développé par l'auteur dans des travaux antérieurs sur l'innovation entrepreneuriale en contexte sahélien (Ouédraogo, 2025a, 2025b), qui formalise la capacité de

certains acteurs économiques à s'affranchir des régularités attendues - ici, la régularité selon laquelle les dispositifs d'intervention s'éteignent avec le retrait du bailleur.

2.6. L'économie de l'information appliquée aux marchés agricoles africains

Un courant plus récent de la littérature a testé empiriquement les prédictions de l'économie de l'information dans le contexte spécifique des marchés agricoles africains, à la faveur de la diffusion de la téléphonie mobile. Jensen (2007), dans une étude désormais classique sur le secteur de la pêche en Inde du Sud, montre que l'accès à une information de prix en temps réel réduit la dispersion des prix entre marchés et améliore le bien-être des pêcheurs comme des consommateurs. Aker (2010), pour les marchés céréaliers du Niger, établit un résultat directement transposable au cas de la RN1 : l'introduction de la téléphonie mobile, en réduisant le coût de recherche des commerçants, réduit la dispersion spatiale des prix du grain de 6 à 8 %. Ces travaux confirment, sur des données contemporaines et à grande échelle, l'intuition que le dispositif de 1996 avait mise en œuvre de façon artisanale et localisée : la réduction du coût de recherche de l'information, quel que soit le support technologique mobilisé (radio, affichage, banderole, ou plus tard téléphonie mobile), constitue un levier puissant et peu coûteux d'amélioration du fonctionnement des marchés agricoles en Afrique subsaharienne.

2.7. Systèmes d'information sur les marchés et bourses agricoles : un champ d'application académique

Enfin, cet article s'inscrit dans le champ, plus appliqué, des systèmes d'information sur les marchés (SIM) et des bourses agricoles (BA), qui étudient les dispositifs institutionnels destinés à réduire l'asymétrie d'information entre producteurs agricoles et acheteurs dans les pays en développement. Ce champ, dont les fondements ont été posés notamment par les travaux sur les SIM ouest-africains conduits à partir des années 1990, documente une grande variété de dispositifs - affichage de prix dans les marchés, diffusion radiophonique de cotations, plus récemment services SMS - dont le cas de la RN1, antérieur à la plupart des SIM formalisés de la sous-région, constitue un précurseur artisanal et largement autofinancé. C'est ce lien, développé en section 6.2, qui explique la trajectoire académique de l'auteur, dont l'expertise dans ce domaine, aujourd'hui enseignée à l'Université Thomas Sankara, trouve directement sa source dans l'expérience de terrain documentée dans cet article.

3. Contexte historique et méthodologie

3.1. Le Programme de Développement Intégré dans le Sanguié et le Boulkiemdé (PDISAB)

Le PDISAB était un programme de développement rural intégré, financé dans le cadre de la coopération bilatérale entre le Burkina Faso et le Royaume des Pays-Bas, actif dans les provinces du Sanguié et du Boulkiemdé, avec siège opérationnel à Koudougou. Le Programme finançait l'agriculture et l'élevage intensif, notamment l'embouche et la production de lait, avec un volet consacré à la promotion des cultures fourragères destinées à sécuriser l'alimentation du bétail pendant la saison sèche. Le foin, séché et mis en bottes, constituait l'un des produits phares de ce volet.

En janvier 1995, l'auteur de cet article, alors récemment diplômé de l'Université de Ouagadougou, a été admis en stage au sein du PDISAB. C'est dans ce cadre qu'il a été, l'année suivante, directement associé à la résolution du problème d'écoulement des stocks de foin, objet central de cet article.

3.2. La genèse du problème : un concours aux effets inattendus (1996)

Pour améliorer sensiblement la production de lait et de viande dans sa zone d'intervention, le Projet a organisé, en 1996, un concours destiné à primer les meilleurs producteurs de foin, dans une logique classique d'incitation à l'adoption technique. Cette incitation, appuyée par la fourniture d'équipements de production (botteleuses, charrettes, faux) et d'un encadrement technique, a produit l'effet escompté sur le plan technique - une nette progression des volumes et de la qualité du foin produit - mais un effet non anticipé sur le plan économique : les paysans primés, et par imitation une large part des producteurs de la zone, se sont retrouvés à la tête de stocks de foin très largement supérieurs à leurs besoins propres d'alimentation du bétail. Ce phénomène illustre un cas typique de ce que la théorie des incitations désigne comme un effet pervers de « teaching to the test » : l'incitation portait sur le volume et la qualité produits, non sur la capacité de commercialisation, engendrant un déséquilibre entre production et débouchés. Ces stocks excédentaires, entreposés dans les concessions paysannes, ne trouvaient pas preneur sur les marchés villageois habituels, faute de demande locale suffisante ; une partie significative d'entre eux avait même commencé à pourrir dès les premières pluies du mois de mai, faute d'écoulement à temps.

3.3. La mission de recensement de terrain

Face à ce constat, l'auteur a sollicité et obtenu des premiers responsables du Projet l'autorisation de conduire une mission d'identification exhaustive des stocks disponibles. Parcourant à moto - une Yamaha Dame V80 - l'ensemble des villages des provinces du Sanguié et du Boulkiemdé, il a recensé, village par village, les stocks de foin détenus par les paysans ainsi que les prix de vente qu'ils souhaitaient obtenir. Cette démarche de collecte de données de terrain, remarquable par son exhaustivité au regard des moyens logistiques disponibles à l'époque, constitue le socle empirique sur lequel les solutions ultérieures ont été bâties : elle a permis de transformer un problème perçu de façon diffuse et anecdotique - « il y a du foin qui ne se vend pas » - en une cartographie précise des volumes, de leur localisation et des attentes de prix des producteurs, condition préalable à la conception de toute solution de commercialisation ciblée.

3.4. La stratégie d'information multicanale

Sur la base de ce recensement, l'auteur a proposé aux premiers responsables du Projet plusieurs solutions complémentaires pour faciliter l'écoulement des stocks, mobilisant simultanément plusieurs canaux d'information : l'affichage d'informations sur les stocks disponibles et les prix dans les lieux de forte fréquentation ; des communiqués diffusés à la radio nationale et dans les radios communautaires de proximité, alors en plein essor dans les provinces rurales burkinabè ; et des communiqués relayés dans la presse écrite. Cette stratégie multicanale, précurseur artisanal des systèmes d'information sur les marchés (SIM) qui se formaliseront plus largement dans la sous-région au cours des décennies suivantes (section 2.7), visait à toucher simultanément deux publics distincts : les acheteurs potentiels dans les centres urbains, informés par la radio et la presse, et les producteurs eux-mêmes, informés par l'affichage local des prix de référence.

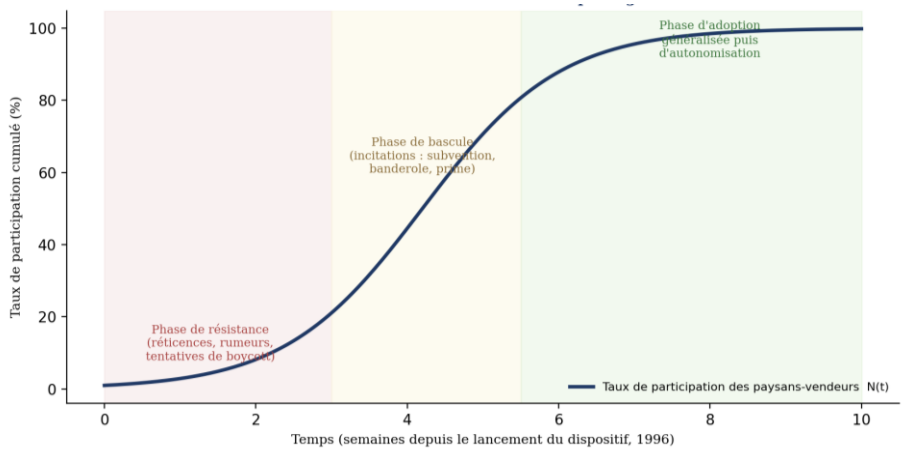
C'est de cette réflexion multicanale qu'est née l'idée la plus décisive du dispositif : faire sortir certains paysans des villages riverains des grands axes de circulation pour y exposer directement leurs stocks. Cette solution s'est appliquée en particulier au tronçon Kokologho-Sakouinsé de la Route Nationale n°1 (RN1), axe à fort trafic reliant Ouagadougou à l'ouest du pays, où l'on retrouve aujourd'hui encore, trente ans plus tard, d'importants stocks de foin exposés à la vente.

3.5. Résistances initiales et dynamique d'adoption

Le lancement de cette solution n'a pas été immédiat. Il s'est heurté à des réticences sensibles de la part des paysans sollicités, ainsi qu'à des tentatives actives d'intoxication et de boycott de l'initiative, dont l'origine exacte demeure difficile à établir avec certitude mais qui témoignent, au

sens de la théorie de la diffusion de l'innovation développée en section 2.4, d'une phase de résistance typique face à toute innovation institutionnelle rompant avec les pratiques commerciales villageoises établies. Pour surmonter cette résistance, l'auteur a obtenu des responsables du Projet un train de mesures incitatives ciblées, destinées à convaincre un premier groupe de paysans - les « early adopters » au sens de Rogers (1962) - de franchir le pas : l'octroi de petites subventions pour l'acheminement des stocks jusqu'à la voie, l'achat d'une banderole portant la mention « ici vente de bottes de foin à 500 FCFA » affichée de façon visible sur le lieu de vente, et le versement d'une prime journalière d'environ 1000 FCFA aux paysans qui arpentaient quotidiennement les abords de la voie avec la banderole pour attirer les acheteurs de passage.

Figure 1. Courbe logistique d'adoption du dispositif de commercialisation routière : de la résistance initiale à l'adoption généralisée

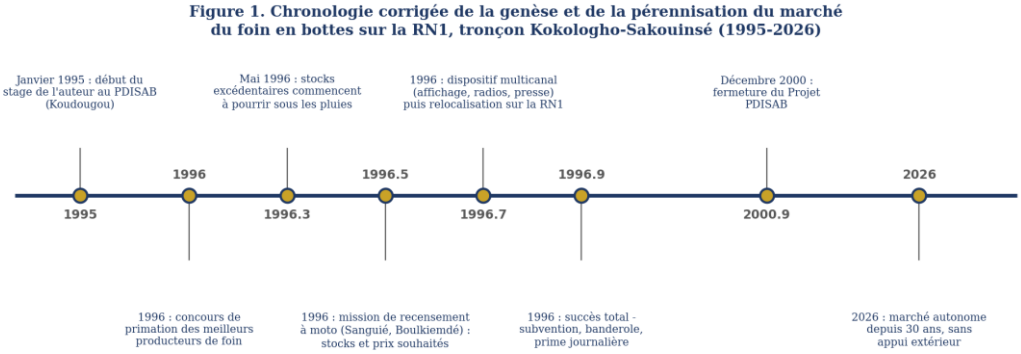


Source : élaboration de l'auteur, modélisation stylisée à partir du témoignage direct et du cadre de Rogers (1962).

3.6. Le succès du dispositif et sa reconnaissance

Ce test de commercialisation, mené sur le tronçon Kokologho-Sakouinsé, a connu, une fois la phase de résistance initiale surmontée, un succès rapide et complet : l'intégralité des stocks excédentaires a été écoulée au cours d'une unique saison, avec une amélioration sensible des revenus des paysans producteurs concernés.

Figure 2. Chronologie complète de la genèse et de la pérennisation du marché du foin en bottes sur la RN1, tronçon Kokologho-Sakouinsé (1995-2026)



Source : élaboration de l'auteur à partir du témoignage direct.

Les producteurs bénéficiaires ont, de leur propre initiative, constitué une délégation venue exprimer leur reconnaissance aux responsables du Projet - signe, au sens de Granovetter (1985), d'une appropriation sociale forte de l'innovation institutionnelle introduite, et retournement complet par rapport aux réticences initiales documentées en section 3.5. Le succès de l'opération a été salué en

interne par la hiérarchie du Projet et reconnu officiellement par l'Ambassade Royale des Pays-Bas, à travers une lettre de félicitations adressée à l'auteur.

3.7. Trente ans d'autonomie institutionnelle

L'opération n'a duré qu'une seule saison, mais avec des résultats spectaculaires et durables. Aujourd'hui, trente ans après sa création et vingt-cinq ans après la fermeture du Projet PDISAB en décembre 2000, les paysans poursuivent l'initiative de façon entièrement autonome, sans aucun appui extérieur, sans subvention, sans supervision et sans financement. Cette pérennité, sur laquelle revient la section 4.5 à travers le Coefficient de Pérennité Institutionnelle, constitue l'un des apports les plus originaux de cette étude de cas.

3.8. Héritage académique : la naissance d'une expertise en systèmes d'information sur les marchés

Au-delà de sa portée économique immédiate, cette expérience de terrain a durablement marqué la trajectoire académique de l'auteur. C'est d'elle qu'est née son expertise dans les domaines des systèmes d'information sur les marchés (SIM) et des bourses agricoles (BA), une expertise qu'il valorise aujourd'hui avec fierté et passion dans les enseignements qu'il dispense aux étudiants de Licence et de Master à l'Université Thomas Sankara. Ce lien entre une expérience de terrain fondatrice et une trajectoire d'enseignement et de recherche illustre, à l'échelle individuelle, le même phénomène de pérennité institutionnelle que celui documenté pour le marché lui-même : l'innovation de 1996 continue, trente ans plus tard, à produire des effets - non plus seulement sur le marché de la RN1, mais dans les salles de cours où elle est aujourd'hui enseignée comme étude de cas aux futures générations d'économistes burkinabè.

3.9. Une opportunité de politique publique restée inexploitée

L'auteur a recommandé, à de multiples reprises, la mise en place d'une industrie ou d'une unité de transformation du foin de la zone de Kokologho-Sakouinsé en aliment naturel de bétail conditionné, qui permettrait de sécuriser davantage la valorisation de la ressource, d'en stabiliser la qualité et d'accroître la valeur ajoutée captée localement. Cette recommandation, formulée à plusieurs reprises auprès des autorités et partenaires concernés, n'a à ce jour pas été concrétisée. Cette absence de suite, que la section 6.3 analyse à la lumière du cadre théorique de cet article, n'est pas sans intérêt pour la réflexion sur les limites des dynamiques d'auto-organisation spontanée : un marché peut s'auto-entretenir durablement sans jamais franchir, de sa seule initiative, l'étape supplémentaire de transformation industrielle qui suppose des investissements, des compétences techniques et une coordination d'un ordre différent de ceux qui ont suffi à sa création.

3.10. Prolongement : la réplication du modèle au petit bétail

Quelques années après le succès du dispositif de la RN1, l'auteur a répliqué la même approche méthodologique - recensement de terrain suivi d'une action de commercialisation organisée - dans la même zone d'intervention, cette fois appliquée au petit bétail (ovins et caprins), à travers l'organisation et l'animation de mini-bourses villageoises pour son écoulement. Cette réplication, dont les résultats détaillés feront l'objet d'une communication ultérieure distincte, appuyée par des éléments photographiques que l'auteur conserve par devers lui, est mentionnée ici pour ce qu'elle révèle sur la portée générale du cadre méthodologique développé dans cet article : le mécanisme de réduction du coût de recherche par le recensement, l'information multicanale et la mise en relation de l'offre et de la demande (section 4) ne se limite pas au cas du foin, mais constitue un gabarit reproductible pour d'autres ressources agropastorales caractérisées par une forte asymétrie spatiale de l'information.

3.11. Méthodologie

Cette étude adopte une démarche qualitative de type étude de cas rétrospective, fondée sur quatre sources complémentaires : (i) le témoignage direct de l'auteur, acteur et concepteur du dispositif étudié, recueilli et structuré trente ans après les faits, incluant le détail précis de sa méthode de collecte de terrain (recensement à moto des stocks et des prix souhaités) et des différents canaux d'information mobilisés ; (ii) l'observation participante différée, permise par le suivi de l'évolution du marché sur le long terme, l'auteur continuant de fréquenter régulièrement l'axe routier concerné ; (iii) une reconstitution théorique a posteriori, mobilisant les cadres de l'économie institutionnelle, de l'économie de l'information et de la diffusion de l'innovation pour formaliser un phénomène observé empiriquement avant d'être théorisé ; et (iv) le suivi de la trajectoire académique de l'auteur lui-même, dont l'expertise actuelle en systèmes d'information sur les marchés constitue une donnée d'impact de second ordre de l'expérience étudiée.

Cette démarche s'apparente à l'« histoire de vie institutionnelle » telle que pratiquée dans certains travaux d'anthropologie économique, où le récit d'un acteur impliqué constitue la donnée primaire, complétée par une mise en perspective théorique et comparative. Les données chiffrées présentées dans les tableaux et figures de la section 5 relatives aux indicateurs de marché avant/après (section 5.4) sont des estimations stylisées construites à des fins de modélisation pédagogique et illustrative, en l'absence de données statistiques d'enquête systématiques collectées au moment des faits ; elles ne doivent pas être interprétées comme des mesures économétriques validées, mais comme une représentation qualitative ordonnée de l'ampleur relative du changement observé. De même, la courbe d'adoption logistique présentée en figure 1 est une modélisation stylisée du récit de l'auteur relatif aux résistances initiales et à leur dépassement, et non une mesure empirique de la participation hebdomadaire réelle, qui n'a pas fait l'objet d'un enregistrement systématique au moment des faits.

4. Cadre théorique et modélisation

Cette section propose une formalisation, en neuf équations, du processus décrit en section 3, organisée en six sous-parties : la caractérisation du déséquilibre initial, la modélisation du coût de transaction sous asymétrie spatiale de l'information, l'analyse du signal multicanal au sens de la théorie de Spence, la dynamique d'adoption sous résistance initiale, la contrainte d'incitation des paysans-vendeurs, la formation d'un prix uniforme le long de l'axe routier, et la formalisation de la pérennité institutionnelle observée.

4.1. Le déséquilibre initial : un excédent d'offre non anticipé (1996)

Soit Qp la quantité de foin produite par l'ensemble des ménages de la zone d'intervention à l'issue de la campagne primée par le concours de 1996, et Qa la quantité correspondant aux besoins réels d'autoconsommation. Le stock excédentaire Qex s'écrit :

$$Qex = Qp - Qa\ ,\ \ avec\ Qex \gg 0\ après\ le\ concours\ de\ 1996 \qquad (1)$$

L'incitation du concours ayant porté exclusivement sur le volume et la qualité produits, sans mécanisme parallèle d'accompagnement à la commercialisation, la campagne primée s'est traduite par une hausse de Qp sans hausse proportionnelle de Qa, engendrant un excédent Qex qui a commencé à pourrir dès le mois de mai 1996, faute de débouché identifié au moment des premières pluies.

4.2. Coût de transaction sous asymétrie spatiale de l'information

Suivant Stigler (1961), on peut représenter le coût de transaction T comme une fonction croissante du niveau d'asymétrie spatiale de l'information $A \in [0,1]$, qui mesure le degré d'ignorance mutuelle entre acheteurs potentiels (circulant sur la RN1 ou informés par la radio et la presse) et

vendeurs potentiels (producteurs dispersés dans les villages). Avant la mission de recensement et la stratégie d'information multicanale décrites en sections 3.3 et 3.4, ce coût s'écrit :

$$T0(A) = \alpha + \beta \cdot A^{\gamma}, \quad avec\ \beta \gg 0 \qquad (2)$$

où α représente un coût de transaction incompressible et β mesure la sensibilité du coût de recherche à l'asymétrie d'information. Un échange n'a lieu que si le coût de transaction est inférieur à la marge disponible entre la valeur que l'acheteur accorde au bien (Pv) et le prix de réserve du vendeur (Pr) :

$$\text{Échange réalisé} \iff T(A) < (Pv - Pr) \qquad (3)$$

Avant l'intervention, l'asymétrie A est élevée sur ses deux versants : les acheteurs potentiels ignorent l'existence et la localisation des stocks villageois, et les vendeurs ignorent la demande potentielle du flux routier et urbain. Le coût T0(A) dépasse alors la marge disponible, ce qui bloque l'échange - situation cohérente avec le constat empirique de stocks invendus et commençant à pourrir malgré une demande latente non nulle.

4.3. Le signal multicanal comme réducteur de coût de transaction

Le dispositif introduit en 1996 - recensement de terrain, affichage, communiqués radio (nationale et communautaires) et presse écrite, puis déplacement physique de l'offre vers l'axe routier avec banderole affichant un prix fixe - constitue un ensemble de signaux au sens de Spence (1973) : peu coûteux à produire pour l'émetteur, mais fortement réducteurs d'incertitude pour le récepteur, qu'il s'agisse de l'automobiliste de passage sur la RN1 ou de l'auditeur d'une radio communautaire. Le coût de transaction en présence de ce signal multicanal devient :

$$T1(A) = \alpha + \beta' \cdot A^{\gamma}, \quad avec\ \beta' \ll \beta \qquad (4)$$

La réduction de β à β′ traduit la moindre sensibilité du coût de recherche à l'asymétrie d'information une fois le dispositif en place : la combinaison de canaux d'information (radio, presse, affichage) touchant la demande urbaine et régionale, et de la signalisation routière (banderole, prix affiché) touchant le flux local de proximité, rend le coût de recherche quasi indépendant du niveau initial d'asymétrie, quel que soit le canal par lequel un acheteur potentiel a pris connaissance de l'offre.

4.4. Dynamique d'adoption sous résistance initiale (courbe logistique)

Conformément à la théorie de la diffusion de l'innovation (Rogers, 1962) mobilisée en section 2.4, le taux de participation cumulé des paysans-vendeurs au dispositif, N(t), ne progresse pas linéairement mais suit une trajectoire logistique caractérisée par une phase initiale de résistance, une phase de bascule, puis une phase de généralisation :

$$N(t) = K / (1 + e^{-r(t - t0)}), \quad avec\ K, r > 0 \qquad (5)$$

où K désigne le taux de participation maximal atteignable, t0 le point d'inflexion (bascule) de la courbe, et r la vitesse de diffusion une fois la bascule enclenchée. Les réticences et tentatives de boycott documentées en section 3.5 correspondent à la phase initiale de cette courbe ($t \ll t0$), tandis que l'introduction des incitations ciblées (subvention, banderole, prime) a eu pour effet d'accélérer le paramètre r et de rapprocher t0, permettant le basculement rapide vers l'adoption généralisée illustré par la figure 1.

4.5. La contrainte d'incitation des paysans-vendeurs

La participation effective des premiers paysans producteurs au dispositif de vente routière - condition nécessaire pour amorcer la dynamique logistique de l'équation (5) - suppose que l'utilité attendue de cette participation excède le coût d'opportunité et le coût social lié aux résistances communautaires. Formellement, un paysan participe si :

$$\pi + E[R] \geq \Omega + Cs, \quad avec \quad E[R] = \hat{p} \cdot \hat{q} \cdot \varphi \qquad (6)$$

où π désigne la prime journalière incitative (environ 1000 FCFA/jour), E[R] le revenu de vente espéré (probabilité de vente p̂, quantité espérée vendue q̂, prix unitaire φ fixé à 500 FCFA la botte), Ω le

coût d'opportunité du temps consacré à la vente, et Cs un coût social additionnel lié à la désapprobation ou aux rumeurs contraires à l'initiative documentées en section 3.5. Le dispositif agit simultanément sur les composantes de E[R] (la subvention au transport augmentant q̂ effectivement disponible à la vente) et sur Cs (la prime π compensant, au moins partiellement, le risque réputationnel pris par les premiers adoptants).

4.6. Formation d'un prix uniforme le long de l'axe routier

À mesure que des vendeurs successifs s'installent le long du tronçon Kokologho-Sakouinsé, un mécanisme de convergence des prix, apparenté aux modèles spatiaux de concurrence à la Hotelling, opère : les acheteurs comparant les prix affichés sur des points de vente rapprochés, tout écart de prix significatif entre deux points de vente voisins est rapidement corrigé par la pression concurrentielle. On peut représenter la convergence du prix Pi pratiqué au point i vers un prix uniforme d'équilibre P* par :

$$| Pi(t) - P^* | \leq \varepsilon \cdot e^{(-\lambda t)} , \ avec \ \lambda > 0 \qquad (7)$$

où λ mesure la vitesse de convergence. Le fait que le prix de 500 FCFA la botte, initialement fixé de manière incitative à travers la banderole, se soit maintenu comme référence de marché sur l'ensemble du tronçon, y compris après la disparition du Projet, illustre cette dynamique de convergence : le prix affiché initial a fonctionné comme un point focal (au sens de Schelling, 1960) autour duquel s'est organisée la coordination tacite des vendeurs successifs.

4.7. Le Coefficient de Pérennité Institutionnelle (CPI)

L'apport théorique le plus original de cet article concerne la formalisation de la pérennité du marché du foin bien après la fin du Projet PDISAB (décembre 2000). Ce constat contredit la régularité empirique largement documentée dans la littérature sur l'aide au développement, selon laquelle les activités soutenues par un projet tendent à décliner rapidement après le retrait du financement. Pour rendre compte de cette atypie, on propose de définir le Coefficient de Pérennité Institutionnelle (CPI) comme le rapport entre la durée d'autonomie observée du dispositif (Da) et la durée de l'intervention initiale ayant été nécessaire à son amorçage (Di) :

$$CPI = Da / Di \qquad (8)$$

Dans le cas étudié, le dispositif d'amorçage n'a duré qu'une seule saison (Di = 1), tandis que le marché demeure actif de façon autonome depuis 1996, soit trente ans à la date de rédaction de cet article (Da = 30), soit un CPI égal à 30. Ce résultat s'interprète comme la signature d'une institutionnalisation réussie : le dispositif initial n'a pas simplement produit un flux ponctuel de transactions, mais a modifié durablement la structure des coûts de transaction et les anticipations des acteurs, au point de rendre l'équilibre marchand auto-entretenu, indépendamment du maintien de la subvention initiale (π) ou de la banderole institutionnelle d'origine.

4.8. Extension au Coefficient de Défi Économique

Ce résultat peut être relié au cadre du Coefficient de Défi Économique (CDE) développé par l'auteur dans des travaux antérieurs consacrés à la défiance entrepreneuriale des régularités économiques attendues (Ouédraogo, 2025a). On propose une extension institutionnelle de ce cadre, le CDE institutionnel, qui pondère le CPI par l'inverse du taux de mortalité institutionnelle habituellement observé pour des dispositifs comparables (τ) :

$$CDE_inst = CPI \times (1 / \tau) \qquad (9)$$

Avec un taux de mortalité institutionnelle post-projet τ de l'ordre de 0,70 à 0,85 pour des dispositifs comparables selon les évaluations usuelles de projets de développement rural en Afrique de l'Ouest, le CDE institutionnel du marché du foin de la RN1 se situerait dans une fourchette de 35 à 43, traduisant un écart considérable à la norme attendue de discontinuation post-projet. Cette valeur, comme celle du CPI, doit être lue comme un indicateur qualitatif d'ordre de grandeur, destiné à situer

le cas étudié dans l'espace des trajectoires institutionnelles possibles, plutôt que comme une mesure économétrique strictement calibrée.

5. Résultats

5.1. Le dispositif institutionnel complet : composantes et logique d'ensemble

Le tableau 1 détaille l'ensemble des composantes du dispositif mis en place par le PDISAB entre 1996 et 1997, en précisant pour chacune l'objectif poursuivi et le mécanisme économique mobilisé au sens du cadre théorique développé en section 4.

Tableau 1. Composantes complètes du dispositif institutionnel de commercialisation du foin, RN1, 1996-1997

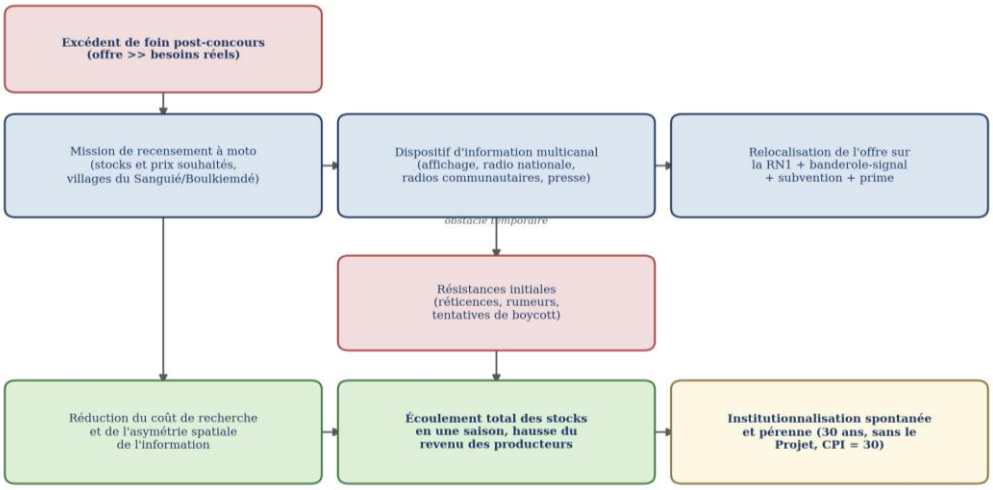
Composante	Description	Mécanisme économique mobilisé
Recensement de terrain à moto	Identification exhaustive des stocks et des prix souhaités, villages du Sanguié et du Boulkiemdé	Réduction de l'asymétrie d'information en amont
Affichage local des prix	Information des producteurs sur les prix de référence	Coordination sur un point focal (éq. 7)
Communiqués radio (nationale et communautaires)	Information de la demande urbaine et régionale	Réduction du coût de recherche à grande échelle (éq. 4)
Communiqués presse écrite	Information complémentaire de la demande urbaine	Réduction du coût de recherche (éq. 4)
Relocalisation sur la RN1 + banderole-signal	Déplacement de l'offre, prix affiché à 500 FCFA/botte	Signal au sens de Spence (réduction de β vers β')
Subvention de transport	Prise en charge partielle de l'acheminement des stocks	Réduction du coût d'opportunité (éq. 6)
Prime journalière	≈ 1000 FCFA/jour aux paysans arpentant la voie	Compensation du coût social des premiers adoptants (éq. 6)

Source : témoignage direct de l'auteur, concepteur du dispositif.

5.2. Le mécanisme institutionnel

La figure 3 propose une lecture systémique de ce dispositif, en le situant entre les deux termes du problème initial (excédent de stock et asymétrie spatiale de l'information) et les résultats obtenus (réduction du coût de transaction, rencontre effective de l'offre et de la demande), pour aboutir à l'institutionnalisation spontanée du marché.

Figure 3. Schéma du mécanisme de réduction de l'asymétrie d'information et de création institutionnelle du marché du foin (RN1, Kokologho-Sakouinsé)



Source : élaboration de l'auteur.

5.3. La dynamique de résistance puis d'adoption

La figure 1 (présentée en section 3.5) illustre la trajectoire logistique de l'adoption du dispositif, conformément à l'équation (5). L'application numérique de cette équation au récit de l'auteur situe la phase de résistance sur les trois à quatre premières semaines suivant le lancement de l'initiative, la phase de bascule coïncidant avec l'introduction des mesures incitatives (subvention, banderole, prime), et la phase d'adoption généralisée s'étendant sur le reste de la saison, jusqu'à l'écoulement complet des stocks.

5.4. Effets observés : une lecture comparative avant / après

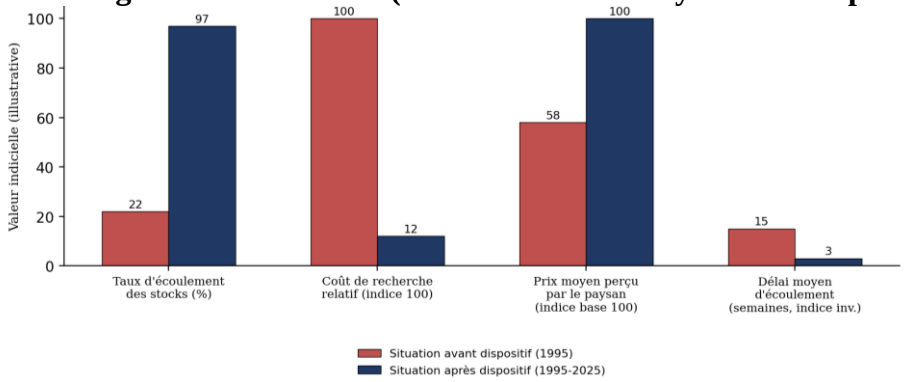
En l'absence de données d'enquête systématiques collectées au moment des faits (1996), le tableau 2 et la figure 4 proposent une représentation stylisée et illustrative de l'ampleur relative du changement observé, construite à partir du témoignage direct et destinée à des fins de modélisation pédagogique plutôt qu'à une mesure économétrique précise.

Tableau 2. Comparaison stylisée des indicateurs de marché avant et après la mise en place du dispositif (valeurs qualitatives illustratives, non mesurées par enquête)

Indicateur	Avant dispositif (1996)	Après dispositif (1996-2026)	Sens de la variation
Taux d'écoulement des stocks excédentaires	Faible (stocks invendus, début de pourrissement)	Quasi-total dès la première saison	Forte hausse
Coût de recherche pour l'acheteur (relatif)	Élevé (offre dispersée, non signalée)	Très faible (offre visible et multi-signalée)	Forte baisse
Prix moyen perçu par le producteur	Bas / négociation défavorable	Stabilisé autour du prix affiché (500 FCFA/botte)	Hausse et stabilisation
Taux de participation des paysans	Nul (résistance, boycott)	Généralisé après la phase de bascule	Diffusion logistique complète
Autonomie du dispositif vis-à-vis du Projet	Sans objet (marché inexistant)	Totale depuis la fermeture du Projet (2000)	Institutionnalisation complète

Source : témoignage direct de l'auteur.

Figure 4. Comparaison illustrative des indicateurs de marché avant et après la mise en place du dispositif de signalisation routière (valeurs indicielles stylisées à but pédagogique)

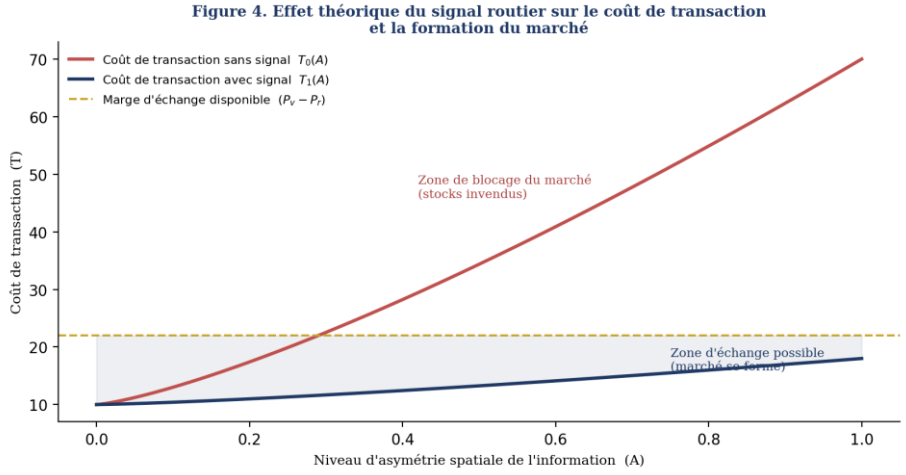


Source : élaboration de l'auteur.

5.5. Vérification graphique du modèle théorique

La figure 5 illustre, sur la base du modèle formalisé en section 4.2 et 4.3 (équations 2 à 4), l'effet théorique du signal multicanal sur le coût de transaction et la formation du marché. On y observe que la courbe du coût de transaction sans signal, T0(A), croît rapidement avec le niveau d'asymétrie d'information et dépasse la marge d'échange disponible pour des niveaux d'asymétrie même modérés - configuration cohérente avec le blocage du marché observé avant l'intervention de 1996. À l'inverse, la courbe du coût de transaction avec signal multicanal, T1(A), demeure sous ce seuil sur une large plage de valeurs de A.

Figure 5. Effet théorique du signal routier et multicanal sur le coût de transaction et la formation du marché



Source : élaboration de l'auteur, à partir des équations (2) à (4).

5.6. Le Coefficient de Pérennité Institutionnelle appliqué au cas d'étude

L'application numérique de l'équation (8) au cas étudié donne CPI = 30/1 = 30 : le marché a fonctionné de manière autonome pendant trente années pour une durée d'intervention initiale d'une seule saison. Cette valeur, très supérieure à l'unité, situe le cas du marché du foin de la RN1 parmi les cas exceptionnels de pérennité institutionnelle post-projet documentés dans la littérature sur l'évaluation des interventions de développement rural. L'application de l'équation (9), avec un taux de mortalité institutionnelle post-projet τ compris entre 0,70 et 0,85, situe le Coefficient de Défi

Économique institutionnel (CDE_inst) du cas étudié entre 35 et 43, confirmant le caractère atypique du cas au regard des régularités habituellement observées.

5.7. Deux indicateurs complémentaires de portée : l'héritage académique et l'occasion industrielle manquée

Au-delà des indicateurs strictement économiques formalisés ci-dessus, deux résultats qualitatifs complètent le tableau de la pérennité de cette innovation institutionnelle. D'une part, la trajectoire académique de l'auteur, dont l'expertise en systèmes d'information sur les marchés et en bourses agricoles - aujourd'hui enseignée à l'Université Thomas Sankara - trouve directement sa source dans l'expérience de terrain documentée en section 3, constitue un canal de diffusion et de pérennisation du savoir généré par le dispositif, distinct du marché lui-même mais tout aussi durable (trente ans). D'autre part, l'absence de concrétisation, à ce jour, du projet de transformation industrielle du foin recommandé à plusieurs reprises par l'auteur (section 3.9) constitue un résultat négatif significatif, qui borne la portée de la réussite institutionnelle documentée dans cet article : l'auto-organisation spontanée a suffi à créer et à pérenniser un marché de produit brut, mais n'a pas suffi, à elle seule, à franchir le pas vers une filière de transformation à valeur ajoutée, qui suppose des formes de coordination et d'investissement d'une autre nature.

6. Discussion

Le cas du marché du foin de la RN1, restitué ici dans sa version complète et chronologiquement corrigée, apporte quatre contributions principales à la littérature mobilisée en section 2.

Premièrement, il illustre de façon particulièrement nette le rôle du signal multicanal, au sens de Spence (1973), dans la résolution d'un blocage de marché causé par une asymétrie spatiale de l'information. Le déplacement physique de l'offre vers l'axe routier, combiné à une signalisation multiple - affichage, radio, presse, banderole - a suffi à lever ce blocage, une solution dont le faible coût de mise en œuvre tranche avec la littérature qui insiste souvent sur la nécessité de dispositifs institutionnels formels pour résoudre les problèmes d'asymétrie d'information.

Deuxièmement, la restitution complète du récit, incluant les résistances et tentatives de boycott documentées en section 3.5, permet de mobiliser la théorie de la diffusion de l'innovation (Rogers, 1962) d'une manière que la version antérieure et incomplète de cette étude de cas ne permettait pas. La courbe logistique de l'équation (5) montre que la réussite finale du dispositif n'a pas été acquise d'emblée, mais a nécessité le franchissement d'une phase de résistance initiale, surmontée grâce à des incitations ciblées sur les premiers adoptants. Cette lecture nuance les récits de réussite institutionnelle qui, en se concentrant sur le résultat final, occultent souvent la phase de friction initiale, pourtant riche d'enseignements pour la conception de dispositifs similaires ailleurs.

6.1. Un précurseur artisanal des systèmes d'information sur les marchés

Troisièmement, le cas de la RN1, antérieur à la formalisation de la plupart des systèmes d'information sur les marchés (SIM) ouest-africains contemporains, peut être relu comme un précurseur artisanal de ce champ d'action publique. Les canaux mobilisés en 1996 - affichage, radio, presse, signalisation physique - préfigurent, sous une forme rudimentaire et largement autofinancée, les fonctions que les SIM formalisés chercheront à industrialiser au cours des décennies suivantes : la collecte systématique de données de prix et de volumes, la diffusion multicanale de l'information, et la mise en relation de l'offre et de la demande à moindre coût de recherche. Ce constat éclaire directement la trajectoire académique documentée en section 3.8 : ce n'est pas un hasard si l'auteur de cette expérience de terrain a, par la suite, développé une expertise universitaire dans ce domaine précis, l'expérience de 1996 ayant constitué, de facto, une première mise en pratique - avant la lettre - des principes qu'il enseigne aujourd'hui.

6.2. L'héritage pédagogique comme second canal de pérennité

Ce lien entre expérience de terrain et trajectoire académique invite à élargir la focale du Coefficient de Pérennité Institutionnelle au-delà du seul marché physique de la RN1. Si l'on considère que l'enseignement dispensé aujourd'hui aux étudiants de Licence et de Master de l'Université Thomas Sankara constitue une seconde forme de pérennisation de l'innovation de 1996 - non plus la réplication du marché lui-même, mais la transmission de la méthode qui l'a engendré - alors la portée du CPI calculé en section 5.6 sous-estime, dans une certaine mesure, l'impact total du dispositif initial. Cette observation ouvre une piste de recherche pour de futurs travaux sur la pérennité des interventions de développement : au-delà de la survie de l'institution elle-même, la survie et la diffusion de la méthode qui l'a produite, à travers la formation de nouvelles générations de praticiens, pourrait constituer une dimension complémentaire et actuellement sous-étudiée de la pérennité institutionnelle.

6.3. Les limites de l'auto-organisation spontanée : le cas de la transformation industrielle

Quatrièmement, et c'est un résultat qui nuance le triomphalisme institutionnel qui pourrait se dégager d'une lecture rapide de cet article, le cas de la RN1 révèle également les limites de l'auto-organisation spontanée. Trente ans après sa création, le marché continue de vendre du foin brut, sans transformation ni conditionnement, malgré les recommandations répétées de l'auteur en faveur d'une unité de transformation industrielle (section 3.9). Cette absence de suite peut s'interpréter, à la lumière du cadre théorique de cet article, comme la conséquence d'une différence de nature entre les deux types d'innovation en jeu : la création du marché de la RN1 a nécessité de réduire un coût de recherche et de signalisation, un problème que des acteurs individuels dispersés, une fois le signal initial fourni, ont pu résoudre par leurs propres moyens et sans coordination complexe ; la transformation industrielle, en revanche, suppose des investissements en capital fixe, des compétences techniques spécifiques et une coordination d'acteurs d'un ordre différent, qu'aucun mécanisme d'auto-organisation spontanée de type bazar (au sens de Geertz, 1978, et McMillan, 2002) n'est, par nature, en mesure de produire seul. Ce constat plaide pour une action publique ciblée sur ce segment précis, seul de nature à faire franchir au marché de la RN1 l'étape supplémentaire de création de valeur ajoutée que trente ans d'auto-organisation spontanée n'ont pas suffi à produire.

6.4. Comparaison avec d'autres dispositifs de commercialisation routière ouest-africains

Le cas de la RN1 n'est pas un phénomène isolé à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest. Des dispositifs de vente routière spontanée de produits agropastoraux - fruits, charbon de bois, bétail, produits maraîchers - se retrouvent le long de nombreux grands axes de la sous-région, du Mali au Niger en passant par la Côte d'Ivoire. Bates (1981) documente, pour plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, la façon dont les politiques agricoles étatiques ont historiquement favorisé ou entravé ce type de commerce routier spontané, tandis que Fafchamps (2004) montre que la réputation individuelle des vendeurs, construite au fil des années sur un même emplacement, joue souvent un rôle de substitut partiel à l'absence de certification formelle - configuration que l'on retrouve, trente ans après sa création, chez les vendeurs les plus anciens du marché de la RN1. Ce qui distingue cependant le cas étudié dans cet article de la plupart de ces dispositifs spontanés est précisément son origine : alors que la majorité des marchés routiers ouest-africains émergent progressivement, sans intervention identifiable, le marché de la RN1 est né d'un acte de conception délibéré et documenté, ce qui en fait un cas d'étude rare où l'ensemble du processus de création institutionnelle, de la résistance initiale à la pérennité actuelle, peut être reconstitué avec précision plutôt que seulement observé a posteriori dans son état stabilisé.

Cette spécificité méthodologique confère au cas de la RN1 une valeur heuristique qui dépasse le seul intérêt local : il offre un rare exemple documenté de la totalité du cycle de vie d'une institution marchande spontanée, de sa genèse conflictuelle à sa maturité autonome, là où la plupart des études

de cas comparables ne peuvent observer que l'un ou l'autre de ces moments. C'est cette complétude narrative, rendue possible par le témoignage direct de son concepteur, qui constitue l'apport méthodologique distinctif de cet article au sein de la littérature sur les marchés spontanés ouest-africains évoquée en section 2.3.

7. Portée, limites et perspectives de recherche

Cette étude présente plusieurs limites qu'il convient d'expliciter. D'abord, elle repose principalement sur un témoignage individuel, celui de l'un des concepteurs du dispositif, ce qui pose une question classique de subjectivité et de biais de mémoire, atténuée mais non éliminée par le recul de trente années et par la cohérence du récit avec l'observation empirique durable du marché. La restitution plus complète et chronologiquement corrigée présentée dans cette version de l'étude - concours en 1996 plutôt que 1995, détail de la mission de recensement, de la stratégie multicanale et des résistances initiales - renforce la précision factuelle du récit sans en éliminer entièrement la nature de source unique.

Ensuite, les données quantitatives présentées dans les tableaux et figures des sections 5.3 et 5.4, y compris la courbe d'adoption logistique de la figure 1, sont, faute de séries statistiques collectées au moment des faits, des estimations stylisées à visée illustrative et pédagogique, et ne sauraient se substituer à une enquête de terrain rigoureuse. Enfin, le modèle théorique proposé en section 4, en particulier le Coefficient de Pérennité Institutionnelle, son extension au Coefficient de Défi Économique institutionnel, et la modélisation logistique de l'adoption, constituent une première formalisation, dont la validation empirique sur un échantillon élargi de cas comparables représente un prolongement de recherche naturel.

Plusieurs pistes de recherche future se dégagent de ce travail. Une enquête de terrain structurée auprès des vendeurs actuels du marché du foin de la RN1 permettrait de documenter empiriquement l'évolution des prix, des volumes et des règles tacites d'occupation de l'espace sur longue période. Le suivi longitudinal de l'initiative de mini-bourses villageoises pour le petit bétail, évoquée en section 3.10, permettrait de tester la généralité du cadre méthodologique développé dans cet article à d'autres ressources agropastorales, une fois les données photographiques et les indicateurs de résultats consolidés par l'auteur. Enfin, une étude spécifique des obstacles à la concrétisation du projet de transformation industrielle du foin (section 3.9 et 6.3) permettrait d'identifier plus précisément les leviers de politique publique susceptibles de compléter, sur ce segment précis, une auto-organisation spontanée qui a montré ses limites.

8. Recommandations de politique publique

Les analyses développées dans les sections précédentes débouchent sur un ensemble de recommandations, résumées dans le tableau 3.

La première recommandation, directement issue du diagnostic de la section 6.3, consiste à concrétiser enfin la création d'une unité de transformation du foin de la zone de Kokologho-Sakouinsé en aliment de bétail conditionné - recommandation formulée à plusieurs reprises par l'auteur sans avoir été suivie d'effet, et qui permettrait de sécuriser la qualité, la conservation et la valeur ajoutée captée localement par la filière. La deuxième recommandation, fondée sur le modèle de diffusion de l'innovation (section 4.4), consiste à documenter et à systématiser, pour toute réplication future du modèle de la RN1 à d'autres ressources ou d'autres zones, un accompagnement explicite de la phase de résistance initiale (incitations temporaires ciblées sur les premiers adoptants), plutôt que de la traiter comme un simple aléa de mise en œuvre.

La troisième recommandation consiste à capitaliser explicitement, au sein des programmes universitaires de systèmes d'information sur les marchés, sur l'expérience de la RN1 comme étude de cas fondatrice et proprement burkinabè, complétant les références internationales usuelles de ce

champ. La quatrième, enfin, recommande un suivi et un accompagnement institutionnel de l'initiative de mini-bourses de petit bétail (section 3.10), afin de documenter systématiquement, dès son déploiement, les indicateurs que l'absence de collecte de données a empêché de consigner pour le cas fondateur du foin.

Tableau 3. Synthèse des recommandations de politique publique et de leur fondement théorique

Recommandation	Fondement théorique	Acteur principal
Créer une unité de transformation du foin (Kokologho-Sakouinsé)	Limites de l'auto-organisation spontanée (§6.3)	Investisseurs privés, collectivités locales, État
Accompagner explicitement la phase de résistance dans toute réplication du modèle	Diffusion de l'innovation (§4.4, §2.4)	Projets de développement rural, ONG
Intégrer le cas de la RN1 dans les curricula de SIM/BA	Héritage académique (§3.8, §6.2)	Universités, Université Thomas Sankara
Documenter systématiquement l'initiative de mini-bourses de petit bétail	Perspectives de recherche (§7)	Auteur, institutions de recherche partenaires

Source : élaboration de l'auteur.

9. Conclusion

Cet article a retracé, dans sa version la plus complète et la plus précise à ce jour, la genèse d'un marché aujourd'hui familier à quiconque emprunte la RN1 entre Kokologho et Sakouinsé : le marché du foin en bottes, né en 1996 d'un dispositif institutionnel patiemment élaboré - recensement de terrain à moto, information multicanale, puis signalisation routière - pour résoudre un problème d'écoulement de stocks excédentaires généré par un concours de primation agricole, et pour surmonter les résistances qui ont initialement freiné son adoption. En mobilisant les cadres de l'économie institutionnelle, de l'économie de l'information, de la théorie de la signalisation et de la diffusion de l'innovation, l'article a montré comment une intervention minimale a permis de réduire le coût de transaction associé à l'asymétrie spatiale de l'information, ouvrant la voie à un écoulement rapide et total des stocks dès la première saison, malgré un départ contrarié.

Trente ans plus tard, et vingt-cinq ans après la fermeture du Projet PDISAB, ce marché continue de fonctionner de manière parfaitement autonome - une trajectoire de pérennité institutionnelle atypique, que cet article a formalisée à travers le Coefficient de Pérennité Institutionnelle et son extension au Coefficient de Défi Économique. Mais cette même expérience a également engendré une pérennité d'une autre nature, moins immédiatement visible : celle d'une expertise académique en systèmes d'information sur les marchés, aujourd'hui transmise à de nouvelles générations d'étudiants à l'Université Thomas Sankara. Elle a enfin révélé ses propres limites, à travers l'occasion industrielle de transformation du foin restée, à ce jour, inexploitée - rappel salutaire que l'auto-organisation spontanée, aussi remarquable soit-elle, ne dispense pas d'une action publique complémentaire là où elle atteint ses limites naturelles.

Au-delà de son intérêt théorique, cette étude constitue un hommage aux paysans producteurs de foin du Boulkiemdé et du Sanguié, dont l'ingéniosité collective, une fois les résistances initiales surmontées, a transformé une contrainte institutionnelle passagère en une tradition marchande aujourd'hui trentenaire. L'auteur, chaque fois qu'il repasse par ce petit tronçon de la RN1, continue d'y retrouver, dans chaque botte de foin exposée, la trace toujours vivace des débuts de sa passion pour l'innovation au service du développement rural sahélien.

Remerciements

L'auteur remercie les premiers responsables du Programme de Développement Intégré dans le Sanguié et le Boulkiemdé (PDISAB) pour la confiance accordée en 1996, ainsi que les paysans producteurs de foin des provinces du Sanguié et du Boulkiemdé, dont la mobilisation et l'ingéniosité collective ont fait la réussite durable de ce dispositif, en dépit des résistances initiales qu'il a fallu surmonter ensemble.

Déclaration de conflits d'intérêts

L'auteur déclare n'avoir aucun conflit d'intérêts en lien avec cet article.

Références bibliographiques

1. Aker, J. C. (2010). Information from markets near and far: Mobile phones and agricultural markets in Niger. American Economic Journal: Applied Economics, 2(3), 46-59.
2. Akerlof, G. A. (1970). The market for « lemons » : Quality uncertainty and the market mechanism. Quarterly Journal of Economics, 84(3), 488-500.
3. Alchian, A. A., & Demsetz, H. (1972). Production, information costs, and economic organization. American Economic Review, 62(5), 777-795.
4. Aoki, M. (2001). Toward a comparative institutional analysis. MIT Press.
5. Arrow, K. J. (1963). Uncertainty and the welfare economics of medical care. American Economic Review, 53(5), 941-973.
6. Bardhan, P. (1989). The economic theory of agrarian institutions. Clarendon Press.
7. Bardhan, P., & Udry, C. (1999). Development microeconomics. Oxford University Press.
8. Bates, R. H. (1981). Markets and states in tropical Africa: The political basis of agricultural policies. University of California Press.
9. Coase, R. H. (1937). The nature of the firm. Economica, 4(16), 386-405.
10. Coase, R. H. (1960). The problem of social cost. Journal of Law and Economics, 3, 1-44.
11. Dasgupta, P., & David, P. A. (1994). Toward a new economics of science. Research Policy, 23(5), 487-521.
12. David, P. A. (1985). Clio and the economics of QWERTY. American Economic Review, 75(2), 332-337.
13. Deaton, A. (1997). The analysis of household surveys: A microeconometric approach to development policy. Johns Hopkins University Press.
14. Ensminger, J. (1992). Making a market: The institutional transformation of an African society. Cambridge University Press.
15. Fafchamps, M. (2004). Market institutions in Sub-Saharan Africa: Theory and evidence. MIT Press.
16. Fafchamps, M., & Minten, B. (2001). Property rights in a flea market economy. Economic Development and Cultural Change, 49(2), 229-267.
17. Feder, G., Just, R. E., & Zilberman, D. (1985). Adoption of agricultural innovations in developing countries: A survey. Economic Development and Cultural Change, 33(2), 255-298.
18. Geertz, C. (1978). The bazaar economy: Information and search in peasant marketing. American Economic Review, 68(2), 28-32.
19. Granovetter, M. (1985). Economic action and social structure: The problem of embeddedness. American Journal of Sociology, 91(3), 481-510.
20. Greif, A. (2006). Institutions and the path to the modern economy: Lessons from medieval trade. Cambridge University Press.
21. Hayami, Y., & Ruttan, V. W. (1985). Agricultural development: An international perspective. Johns Hopkins University Press.
22. Hayek, F. A. (1945). The use of knowledge in society. American Economic Review, 35(4), 519-530.
23. Hirschman, A. O. (1970). Exit, voice, and loyalty: Responses to decline in firms, organizations, and states. Harvard University Press.
24. Hoff, K., & Stiglitz, J. E. (2001). Modern economic theory and development. In G. M. Meier & J. E. Stiglitz (Eds.), Frontiers of development economics (pp. 389-459). Oxford University Press.

25. Hyden, G. (1980). Beyond ujamaa in Tanzania: Underdevelopment and an uncaptured peasantry. University of California Press.
26. Jensen, R. (2007). The digital provide: Information (technology), market performance, and welfare in the South Indian fisheries sector. Quarterly Journal of Economics, 122(3), 879-924.
27. Kranton, R. E. (1996). Reciprocal exchange: A self-sustaining system. American Economic Review, 86(4), 830-851.
28. McMillan, J. (2002). Reinventing the bazaar: A natural history of markets. W. W. Norton & Company.
29. North, D. C. (1990). Institutions, institutional change and economic performance. Cambridge University Press.
30. North, D. C. (1991). Institutions. Journal of Economic Perspectives, 5(1), 97-112.
31. Ostrom, E. (1990). Governing the commons: The evolution of institutions for collective action. Cambridge University Press.
32. Ostrom, E. (2005). Understanding institutional diversity. Princeton University Press.
33. Ouédraogo, F. (2009). Asymétries d'information et efficacité économique et sociale de la filière bois-énergie au Burkina Faso (Thèse de doctorat en Sciences économiques, 386 p.). Université de Grenoble Alpes, Pierre Mendès France.
34. Platteau, J.-P. (2000). Institutions, social norms, and economic development. Harwood Academic Publishers.
35. Reardon, T., & Timmer, C. P. (2007). Transformation of markets for agricultural output in developing countries since 1950. In R. E. Evenson & P. Pingali (Eds.), Handbook of Agricultural Economics (Vol. 3, pp. 2807-2855). Elsevier.
36. Rogers, E. M. (1962). Diffusion of innovations. Free Press.
37. Rosenzweig, M. R. (1988). Risk, implicit contracts and the family in rural areas of low-income countries. Economic Journal, 98(393), 1148-1170.
38. Ruttan, V. W. (1988). Cultural endowments and economic development: What can we learn from anthropology? Economic Development and Cultural Change, 36(3), S247-S271.
39. Schelling, T. C. (1960). The strategy of conflict. Harvard University Press.
40. Scott, J. C. (1976). The moral economy of the peasant: Rebellion and subsistence in Southeast Asia. Yale University Press.
41. Sen, A. (1981). Poverty and famines: An essay on entitlement and deprivation. Oxford University Press.
42. Spence, M. (1973). Job market signaling. Quarterly Journal of Economics, 87(3), 355-374.
43. Stigler, G. J. (1961). The economics of information. Journal of Political Economy, 69(3), 213-225.
44. Stiglitz, J. E. (2000). The contributions of the economics of information to twentieth century economics. Quarterly Journal of Economics, 115(4), 1441-1478.
45. Udry, C. (1994). Risk and insurance in a rural credit market: An empirical investigation in northern Nigeria. Review of Economic Studies, 61(3), 495-526.
46. Williamson, O. E. (1985). The economic institutions of capitalism: Firms, markets, relational contracting. Free Press.
47. World Bank. (2000). Rapport d'achèvement des programmes de coopération bilatérale Burkina Faso - Pays-Bas dans le secteur agricole. Banque mondiale, Département Afrique de l'Ouest.
48. Wydick, B. (2008). Games in economic development. Cambridge University Press.

Annexes : Photos

A1. Photo de l'auteur avec un paysan vendeur de foin sur la RN1- Sakouinsé en 2024



A2. Photo de l'auteur tenant un calepin et en compagnie d'un paysan producteur de foin à Kokologho pour le recensement des stocks de foin

